

6. referentienummer van het veld of van de partij;
7. oppervlakte die is geteeld voor de productie van de bij het document behorende partij;
8. geogoste hoeveelheid zaad en aantal verpakkingen;
9. verklaring dat bij de teelt waarvan het zaad afkomstig is aan de vastgestelde voorwaarden is voldaan;
10. in voorkomend geval, de uitkomsten van een voorlopige analyse van het zaad.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende de reglementering van de handel in en de keuring van bietenzaad van landbouwgrassen.

De Minister-Voorzitter  
van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,  
C. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering  
bevoegd voor landbouwbeleid,  
B. CEREXHE

6. numéro de référence du champ ou du lot;
7. surface cultivée pour la production du lot couvert par le document;
8. quantité de semences récoltées et nombre d'emballages;
9. attestation qu'ont été remplies les conditions auxquelles doit satisfaire la culture dont les semences proviennent;
10. le cas échéant, résultats d'une analyse préliminaire des semences.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant réglementation du commerce et du contrôle des semences de betteraves de variétés agricoles.

Le Ministre-Président  
du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,  
C. PICQUE

Le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale  
en charge de la politique agricole,  
B. CEREXHE

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2006 — 4230

[C - 2006/31520]

**29 JUIN 2006. — Arrêté n° 128 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 relatif à la carrière des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, tel que modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, notamment l'article 22;

Vu l'arrêté du 20 octobre 1994 du Collège de la Commission communautaire française relatif à la carrière des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, notamment ses articles 3, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 32, 34, 35, tel que modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française du 23 avril 1998, du 25 octobre 2001 et du 13 mars 2003;

Vu les avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, donné le 19 décembre 2003 et le 18 février 2005;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 6 juin 2005;

Vu l'accord du membre du Collège chargé de la Fonction publique donné le 29 septembre 2005;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du Budget donné le 20 mars 2006;

Vu le protocole n° 2005/19 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française, signé le 10 février 2006;

Vu l'avis 40.123/2 du Conseil d'Etat, donné le 24 avril 2006, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Membre du Collège en charge de la Formation professionnelle;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

**Art. 2.** A l'article 3 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 relatif à la carrière des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, les mots « Le niveau 2+ comprend 4 rangs numérotés de 26 à 29 » sont remplacés par les mots « Le niveau 2+ comprend 3 rangs numérotés de 26 à 28 ».

**Art. 3.** L'article 13 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 relatif à la carrière des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française est abrogé et remplacé par la disposition suivante : « A condition de bénéficier d'une évaluation positive, le fonctionnaire qui se trouve en carrière plane est promu à chacun des grades que cette carrière comporte dès qu'il compte une ancienneté de grade de trois ans au niveau 1 ou une ancienneté de grade de quatre ans puis de huit ans dans les niveaux 2+ et 3.

Il ne peut être nommé à un autre grade que ceux qui constituent la carrière plane sauf si l'intéressé :

1° est titulaire du grade le plus élevé de ceux qui constituent la carrière plane;

2° a réussi un concours d'accession au niveau supérieur ».

**Art. 4.** A la section 2 du chapitre II du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'article 14 de la sous-section 1ère relative à la carrière du personnel de niveau 1, est abrogé et remplacé par la disposition suivante : « Le grade d'attaché principal du rang 11 est conféré selon les règles de la carrière plane. Il est réservé aux attachés de rang 10 ayant trois années d'ancienneté de grade et ayant une évaluation positive.

Le grade d'ingénieur principal du rang 11 est conféré selon les règles de la carrière plane. Il est réservé aux ingénieurs de rang 10 ayant trois années d'ancienneté de grade et une évaluation positive »;

2° A l'article 16 de la sous-section 2 relative à la carrière des assistants sociaux, les mots « Il est réservé aux assistants sociaux de rang 26. » sont remplacés par les mots « Il est réservé aux assistants sociaux de rang 26 ayant une évaluation positive »;

3° A l'article 17 de la sous-section 2 relative à la carrière des assistants sociaux, les mots « Il est réservé aux assistants sociaux principaux de rang 27. » sont remplacés par les mots « Il est réservé aux assistants sociaux principaux de rang 27 ayant une évaluation positive »;

4° l'intitulé de la sous-section 3 est remplacé par l'intitulé suivant : « — De la carrière des gradués administratifs et des gradués techniques »;

5° L'article 18 est abrogé et remplacé par la disposition suivante : « Le grade de gradué administratif et le grade de gradué technique au rang 26 sont conférés aux lauréats d'un concours de recrutement ou aux agents de niveau 2 comptant une ancienneté de niveau de deux ans minimum et ayant réussi le concours d'accession au niveau 2 + »;

6° L'article 19 est abrogé et remplacé par la disposition suivante : « Le grade de gradué administratif principal et le grade de gradué technique principal au rang 27 sont conférés selon les règles de la carrière plane. Ils sont respectivement réservés aux gradués administratifs et aux gradués techniques du rang 26 ayant une évaluation positive »;

7° L'article 20 est abrogé et remplacé par la disposition suivante : « Le grade de gradué administratif chef et le grade de gradué technique chef au rang 28 sont conférés selon les règles de la carrière plane. Ils sont réservés aux gradués administratifs principaux et aux gradués techniques principaux du rang 27 ayant une évaluation positive »;

8° la sous-section 4 relative à la carrière des assistants de direction et les articles 21, 22 et 23 y afférents sont abrogés.

9° l'intitulé de la sous-section 5 est remplacé par l'intitulé suivant : « — De la carrière des adjoints administratifs et des adjoints de métier »;

10° Les articles 24, 25 et 26 sont supprimés et remplacés par la disposition suivante :

« Art. 24. Les fonctionnaires titulaires du grade d'adjoint administratif du rang 30 ayant une évaluation positive obtiennent le grade d'adjoint administratif de première classe de rang 32 selon les règles de la carrière plane.

Les fonctionnaires titulaires du grade d'adjoint de métier du rang 30 ayant une évaluation positive obtiennent le grade d'adjoint de métier de première classe de rang 32 selon les règles de la carrière plane.

L'adjoint administratif de première classe de rang 32 ayant une évaluation positive peut être nommé adjoint administratif principal de rang 34 selon les règles de la carrière plane.

L'adjoint de métier de première classe de rang 32 ayant une évaluation positive peut être nommé adjoint de métier principal de rang 34 selon les règles de la carrière plane ».

11° La sous-section 6 ainsi que l'article 27 y afférent sont abrogés.

**Art. 5.** L'article 29, §1 du même arrêté est abrogé et remplacé par la disposition suivante: « L'autorité qui a le pouvoir de nomination peut conférer les emplois correspondant aux grades de rang 16, 15 et 13 par mandat.

Le mandat à un emploi de rang 16, 15 est accessible aux fonctionnaires de rang 13.

Le mandat à un emploi de rang 13 est accessible aux fonctionnaires de rang 11 et 12.

**Art. 6.** L'intitulé du chapitre IV du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant : « De la promotion à un grade de niveau 1 ».

**Art. 7.** L'article 32 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante : « Art. 32. Peuvent être promus :

1° à un grade de rang 13, les agents de rang 12 qui comptent au moins un an d'ancienneté de grade et neuf ans d'ancienneté de niveau;

2° à un grade de rang 12, les agents de rang 11, excepté le grade d'ingénieur principal, qui comptent une ancienneté de niveau de 6 ans au moins ».

**Art. 8.** A l'article 33 du même arrêté, les mots « en l'absence d'au moins un candidat qui satisfait aux conditions d'ancienneté requise pour être nommé à un grade de rang 13, l'autorité investie du pouvoir de nomination est habilitée à déroger à ces conditions en réduisant l'exigence de l'ancienneté d'un tiers d'abord et de deux tiers ensuite, s'il n'y a toujours pas de candidats qui satisfont aux conditions » sont remplacés par les mots « en l'absence de candidat qui satisfait aux conditions d'ancienneté requise pour être nommé à un grade de rang 13 ou de rang 12, l'autorité investie du pouvoir de nomination est habilitée à déroger à ces conditions en réduisant l'exigence de l'ancienneté d'un tiers ».

**Art. 9.** A l'article 34 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, du même arrêté, les mots « les agents des rangs 23 ou 22 » sont remplacés par les mots « les agents de rang 22 ».

2° la rubrique 3° est supprimée;

3° à la rubrique 4°, les mots « les agents des rangs 21 ou 20 » sont remplacés par les mots « les agents de rang 20 »;

4° la rubrique 5° est supprimée.

**Art. 10.** A l'article 35 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « rangs 10, 20, 21 ou 26 » sont remplacés par les mots « rangs 10, 20 ou 26 »;

2° le paragraphe 2, 2° est supprimé et remplacé par la disposition suivante : « pour la promotion aux grades de gradué administratif ou technique, rang 26, aux titulaires des grades de niveau 2 qui comptent une ancienneté de niveau de 2 ans au moins »;

3° au paragraphe 2, la rubrique 3° est supprimée;

4° le paragraphe 2, 4° est supprimé et remplacé par la disposition suivante :

« pour la promotion à un grade de rang 20, aux titulaires des grades de niveau 3 qui comptent une ancienneté de niveau de 2 ans au moins ».

**Art. 11.** Le Ministre-Président du Collège compétent pour la Fonction publique et le Membre du Collège compétent pour la Formation professionnelle sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 juin 2006.

Le Ministre-Président du Collège, chargé de la Fonction publique et de la Santé,  
B. CEREXHE

La Ministre, membre du Collège,  
chargée de la Formation professionnelle, de l'Enseignement, de la Culture et du Transport scolaire,  
Fr. DUPUIS

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2006 — 4230

[C — 2006/31520]

**29 JUNI 2006. — Besluit nr. 128 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 betreffende de loopbaan van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, zoals gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, inzonderheid op artikel 22;

Gelet op het besluit van 20 oktober 1994 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de loopbaan van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op de artikelen 3, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 32, 34, 35, zoals gewijzigd door de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 april 1998, 25 oktober 2001 en 13 maart 2003;

Gelet op de adviezen van het Beheerscomité van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, gegeven op 19 december 2003 en 18 februari 2005;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 06 juni 2005;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met Openbaar Ambt, gegeven op 29 september 2005;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met Begroting, gegeven op 20 maart 2006;

Gelet op protocol nr. 2005/19 van het Sectorcomité XV van de Franse Gemeenschapscommissie, ondertekend op 10 februari 2006;

Gelet op het advies 40.123/2 van de Raad van State, gegeven op 24 april 2006, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van het Lid van het College belast met Beroepsopleiding;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 3 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 betreffende de loopbaan van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie worden de woorden « Het niveau 2+ bevat 4 rangen, genummerd van 26 tot 29 » vervangen door de woorden « Het niveau 2+ bevat 3 rangen, genummerd van 26 tot 28 ».

**Art. 3.** Artikel 13 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 betreffende de loopbaan van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie wordt opgeheven en vervangen door de volgende bepaling : « Op voorwaarde dat hij een gunstige beoordeling heeft gekregen, bekomt de ambtenaar die een vlakke loopbaan heeft de bevordering tot elk van de graden van die loopbaan zodra hij drie jaar graadanciënniteit telt in niveau 1 of vier jaar en dan acht jaar graadanciënniteit telt in de niveaus 2+ en 3.

Hij kan niet worden benoemd in een andere graad dan die welke behoren tot de vlakke loopbaan, tenzij hij :

1° bekleed is met de hoogste van de tot de vlakke loopbaan behorende graden;

2° geslaagd is voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau ».

**Art. 4.** In afdeling 2 van hoofdstuk II van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Artikel 14 van onderafdeling 1 betreffende de loopbaan van het personeel van niveau 1 wordt opgeheven en vervangen door de volgende bepaling :

« De graad van eerstaanwend attaché van rang 11 wordt toegekend volgens de regels van vlakke loopbaan. Hij wordt voorbehouden aan de attachés van rang 10 die drie jaar graadanciënniteit tellen en gunstige beoordeling hebben gekregen.

De graad van eerstaanwend ingenieur van rang 11 wordt toegekend volgens de regels van vlakke loopbaan. Hij wordt voorbehouden aan de ingenieurs van rang 10 die drie jaar graadanciënniteit tellen en een gunstige beoordeling hebben gekregen »;

2° In artikel 16 van onderafdeling 2 betreffende de loopbaan van de maatschappelijk assistenten worden de woorden « Hij wordt voorbehouden aan de maatschappelijk assistenten van rang 26. » vervangen door de woorden « Hij wordt voorbehouden aan de maatschappelijk assistenten van rang 26 met een gunstige beoordeling »;

3° In artikel 17 van onderafdeling 2 betreffende de loopbaan van de maatschappelijk assistenten worden de woorden « Hij wordt voorbehouden aan de eerstaanwend maatschappelijk assistenten van rang 27. » vervangen door de woorden « Hij wordt voorbehouden aan de eerstaanwend maatschappelijk assistenten van rang 27 met een gunstige beoordeling »;

4° Het opschrift van onderafdeling 3 wordt vervangen door het volgende opschrift : « — De loopbaan van de administratief gegradueerden en de technisch gegradueerden »;

5° Artikel 18 wordt opgeheven en vervangen door de volgende bepaling : « De graden van administratief gegradueerde en technisch gegradueerde in rang 26 worden toegekend aan de laureaten van een vergelijkend wervingsexamen of aan de ambtenaren van niveau 2 die ten minste twee jaar niveau-anciënniteit tellen en geslaagd zijn voor het overgangsexamen tot het niveau 2 + »;

6° Artikel 19 wordt opgeheven en vervangen door de volgende bepaling : « De graden van eerstaanwend administratief gegradueerde en eerstaanwend technisch gegradueerde in rang 27 worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan. Zij worden voorbehouden aan respectievelijk de administratief gegradueerden en de technisch gegradueerden van rang 27 met een gunstige beoordeling »;

7° Artikel 20 wordt opgeheven en vervangen door de volgende bepaling : « De graden van gegradueerd bestuurschef en hoofd technisch gegradueerde in rang 28 worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan. Zij worden voorbehouden aan de eerstaanwezende administratief gegradueerden en de eerstaanwezende technisch gegradueerden van rang 27 met een gunstige beoordeling »;

8° Onderafdeling 4 betreffende de loopbaan van de directie-assistenten en de artikelen 21, 22 en 23 die er betrekking op hebben, worden opgeheven;

9° Het opschrift van onderafdeling 5 wordt vervangen door het volgende opschrift : « — De loopbaan van de bestuursadjuncten en adjunct-vakmannen »;

10° Artikelen 24, 25 en 26 worden opgeheven en vervangen door de volgende bepaling :

« art. 24. De ambtenaren, titularis van de graad van bestuursadjunct in rang 30, die een gunstige beoordeling hebben gekregen, bekomen de graad van bestuursadjunct eerste klas van rang 32 volgens de regels van de vlakke loopbaan.

De ambtenaren, titularis van de graad van adjunct-vakman in rang 30, die een gunstige beoordeling hebben gekregen, bekomen de graad van adjunct-vakman eerste klas van rang 32 volgens de regels van de vlakke loopbaan.

De bestuursadjunct eerste klas van rang 32 die een gunstige beoordeling heeft gekregen, kan volgens de regels van de vlakke loopbaan benoemd worden tot eerstaanwezende bestuursadjunct van rang 34.

De adjunct-vakman eerste klas van rang 32 die een gunstige beoordeling heeft gekregen, kan volgens de regels van de vlakke loopbaan benoemd worden tot eerstaanwezende adjunct-vakman van rang 34 »;

11° Onderafdeling 6 alsook artikel 27 dat er betrekking op heeft, worden opgeheven.

**Art. 5.** Artikel 29, § 1 van hetzelfde besluit wordt opgeheven en vervangen door de volgende bepaling :

« De benoemende overheid kan de betrekkingen overeenstemmend met de graden van rang 16, 15 en 13 bij mandaat toekennen.

Het mandaat voor een betrekking in rang 16 en 15 is toegankelijk voor de ambtenaren van rang 13. Het mandaat voor een betrekking in rang 13 is toegankelijk voor de ambtenaren van rang 11 en 12.

**Art. 6.** Het opschrift van hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende opschrift : « De bevordering tot een graad van niveau 1 ».

**Art. 7.** Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 32. Kunnen worden bevorderd :

1° tot een graad van rang 13, de ambtenaren van rang 12 met ten minste een jaar graadanciënniteit en negen jaar niveau-anciënniteit;

2° tot een graad van rang 12, de ambtenaren van rang 11, met uitzondering van de graad van eerstaanwezende ingenieur, met ten minste zes jaar niveau-anciënniteit ».

**Art. 8.** In artikel 33 van hetzelfde besluit worden de woorden « Indien er niet ten minste één kandidaat is die de voorwaarden inzake anciënniteit vervult om te worden benoemd tot een graad van rang 13 wordt de benoemende overheid gemachtigd van die voorwaarden af te wijken door de vereiste anciënniteit met één derde, en vervolgens met twee derde te verminderen indien er nog geen kandidaten zijn die de voorwaarden vervullen » vervangen door de woorden « Indien er geen kandidaten zijn die de voorwaarden inzake anciënniteit vervullen om te worden benoemd tot een graad van rang 13 of rang 12, wordt de benoemende overheid gemachtigd van die voorwaarden af te wijken door de vereiste anciënniteit met één derde te verminderen ».

**Art. 9.** In artikel 34 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, 2°, van hetzelfde besluit worden de woorden « de ambtenaren van rang 23 of 22 » vervangen door de woorden « de ambtenaren van rang 22 »;

2° rubriek 3° wordt opgeheven;

3° in rubriek 4° worden de woorden « de ambtenaren van rang 21 of 20 » vervangen door de woorden « de ambtenaren van rang 20 »;

4° rubriek 5° wordt opgeheven.

**Art. 10.** In artikel 35 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden « rang 10, 20, 21 of 26 » vervangen door de woorden « rang 10, 20 of 26 »;

2° paragraaf 2, 2°, wordt opgeheven en vervangen door de volgende bepaling : « voor bevordering tot de graden van administratief gegradueerde of technisch gegradueerde, rang 26, voor de titularissen van de graden van niveau 2 die ten minste twee jaar anciënniteit in het niveau tellen »;

3° in paragraaf 2 wordt de rubriek 3° opgeheven;

4° paragraaf 2, 4°, wordt opgeheven en vervangen door de volgende bepaling : « voor bevordering tot een graad van rang 20, voor de titularissen van de graden van niveau 3 die ten minste twee jaar anciënniteit in het niveau tellen ».

**Art. 11.** De Minister-Voorzitter van het College, bevoegd voor Openbaar Ambt, en het Lid van het College, bevoegd voor Beroepsopleiding, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 juni 2006.

De Minister-Voorzitter van het College, belast met Openbaar Ambt en Gezondheid,  
B. CEREXHE

De Minister, Lid van het College, belast met Beroepsopleiding, Onderwijs, Cultuur en Leerlingenvervoer,  
Fr. DUPUIS